

On doit énormément à Michel Aglietta, mais pas tout

Jean-Marie Harribey

8 mai 2025

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2025/05/08/on-doit-enormement-a-michel-aglietta-mais-pas-tout>

La disparition de Michel Aglietta ne laisse personne indifférent. Moi comme tout le monde. Quand, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, on terminait ses études et on commençait un travail de prof de sciences économiques et sociales, l'éclosion de l'École de la Régulation, sous l'impulsion décisive de Michel Aglietta, fut une bouffée d'air salvatrice. Nous sortions de la phase d'après-guerre, euphorique grâce à la croissance économique mais soporifique et trompeuse à cause de la doxa dite de la « synthèse » néoclassico-keynésienne. Aussi, la publication en 1976 de *Régulation et crises du capitalisme*^[1] fut un moment théorique fondateur.

J'insiste sur le préfixe de re-fondateur parce qu'Aglietta retrouvait le meilleur de Marx. Comme il le disait lui-même de ses propositions théoriques qui « se situent au sein du marxisme » mais qui « se démarquent de l'opinion couramment admise parmi ceux qui se réclament du marxisme, selon laquelle Marx aurait découvert et énoncé une fois pour toutes les "lois" de fonctionnement du capitalisme et les tendances qui le mènent vers son issue inéluctable. Nous tirons du marxisme une idée fondamentale, largement confirmée par l'anthropologie moderne : le sujet économique souverain et immuable des robinsonnades chères à nos sociétés contemporaines n'existe pas ; ce sont les rapports sociaux qui sont les sujets de l'histoire. »^[2]

Les catégories critiques fondamentales de Marx étaient donc le point de départ de la réflexion d'Aglietta et de celle de ses collègues qui fondèrent avec lui l'École de la Régulation, notamment Robert Boyer, Alain Lipietz, Jacques Mistral...^[3] La voie était ainsi rouverte pour réinscrire l'économie dans la dynamique historique des rapports sociaux entre les classes sociales et des institutions chargées de réguler et reproduire ces rapports.

La centralité des rapports sociaux de production

Avant d'écrire ce petit texte d'hommage à l'œuvre d'Aglietta et d'amorce de discussion de celle-ci, j'ai feuilleté ce livre *Régulation et crises du capitalisme*. Impressionnant, car, cinquante ans après, on oublie les détails de ce qu'on a lu et coché à l'époque, mais l'essentiel y était :

« Le concept central qui exprime théoriquement les rapports de production capitalistes parce qu'il définit la forme économique sous laquelle est approprié le travail de la société est celui de *plus-value*. La mise en évidence de la loi de l'accumulation du capital a pour point de départ l'analyse de la création de la plus-value et des limites qu'elle rencontre. Mais la plus-value dépend elle-même d'un concept plus général, celui de *valeur* qui exprime les rapports par lesquels le travail particulier, accompli dans les différents lieux où sont rassemblées les forces productives, devient travail social. »^[4]

« Le processus d'homogénéisation des objets économiques est un rapport social. C'est le caractère des sociétés marchandes. Il désigne un mode de division du travail qui transforme les produits du travail en *marchandises*. [...] Cette opération réalise l'uniformisation des produits en marchandises parce qu'elle établit une *équivalence* dans laquelle le travail n'apparaît que comme une fraction du travail global de la société. Ce caractère uniforme du travail consistant à être une fraction du travail global de la société s'appelle "*travail abstrait*". Les produits du travail sont commensurables de ce seul point de vue. Le travail abstrait est un rapport social qui transforme les produits du travail en classes d'équivalence, appelées "marchandises", d'un espace homogène sur lequel peut être définie une mesure, appelée "valeur". Il est donc correct de dire que les marchandises ont une valeur, comme il est correct de dire que les corps matériels soumis à l'attraction universelle, ont un poids. L'utilité n'a pas plus de relation avec la valeur que la couleur d'un objet avec son poids. Enfin, il est aussi absurde de parler de la valeur du travail que parler du poids de la pesanteur. »[5]

« La représentation du travail abstrait se fixe sur une marchandise unique qui devient équivalent général et est appelée "*monnaie*". »[6]

« Ce statut de la monnaie a une contrepartie implicite ; c'est *l'expression monétaire de l'heure de travail* qui indique de combien d'unités monétaires le quantum de travail abstrait, élément homogène du travail global de la société, est l'équivalent. »[7]

Valeur et monnaie

Parmi les institutions facilitant la reproduction des rapports sociaux figure la monnaie. En de nombreuses occasions, Aglietta l'a définie ainsi :

« La monnaie est un rapport d'appartenance des membres d'une collectivité à cette collectivité dans son ensemble. Un mode d'appartenance qui s'exprime sous la forme d'une dette. Toute monnaie est une dette, quelle qu'elle soit, ce qui donne une certaine unité au phénomène monétaire. [...] L'unité de la monnaie s'exprime dans le système des paiements. »[8]

« L'acceptabilité universelle de la monnaie qui doit se reproduire dans le temps n'obéit à aucune nécessité naturaliste. Elle procède de la confiance éthique. »[9]

C'est cette dimension qu'Aglietta approfondira avec André Orléan dans plusieurs ouvrages[10]. Notamment, tous les deux insisteront sur la différence entre rapports marchands et rapports capitalistes (encore une intuition de Marx) ; en effet, la monnaie est intrinsèquement associée aux rapports marchands et pas seulement capitalistes.

Quelle relation y a-t-il alors entre la monnaie et la valeur ? Là commence sans doute une difficulté théorique, ou du moins une difficulté de formulation. Quarante-cinq ans après son premier livre, Aglietta est revenu sur la définition de la monnaie :

« La monnaie est un contrat social objectivé dans un médium commun qui en fait usage rend à chacun de ses membres dans l'acte de payer ce qu'elle juge avoir reçu de lui par son activité. »[11]

Disons qu'on est assez loin de la force de travail qui ne reçoit qu'une partie de la valeur qu'elle a ajoutée[12].

Ailleurs, il explique :

« La monnaie est un opérateur social d'appartenance en tant qu'elle réalise la valeur qui ne préexiste pas à l'échange, c'est ce qui fait qu'elle joue le rôle de validation sociale. »[13]

Est-ce incompatible avec l'idée que le travail vivant acquiert son caractère social par l'échange, et que par conséquent, au moment de celui-ci, son produit soit valeur ? [14] À mon avis, non, bien que certains aient cru déceler un glissement, annonciateur de l'abandon de la théorie de la valeur-travail.

Aglietta a toujours affirmé n'avoir pas rompu le lien entre la monnaie et la sphère productive où s'exerce le travail, et il dit : « Une activité n'est productive qu'à travers l'échange. Derrière cela, il y a le "laboratoire secret" [de la production], mais la valeur n'est pas encore là, contrairement à la conception naturaliste » ou encore : « Marx a une analyse de l'argent extraordinaire »[15].

« Les relations financières ont une particularité par rapport au temps objectif dans lequel se déroulent les opérations économiques. La production précède la vente qui précède la consommation d'une marchandise particulière. [...] La relation financière qui se déploie dans les marchés d'actifs et dans les marchés de créances et de dettes est donc le retour du futur subjectif sur la décision présente. Cette relation ne peut être causale, car la causalité respecte nécessairement la flèche du temps : les causes précèdent les conséquences. »[16]

Mais le glissement à peine perceptible évoqué ci-dessus se transformera chez les néo-institutionnalistes en rupture plus profonde.

Le point remarquable est qu'André Orléan, co-élaborateur de la conception de la monnaie avec Aglietta, bannira toute relation entre valeur et travail, parce que ce dernier serait à ses yeux une substance physique interne à la marchandise avant même l'échange. Or, autant chez Marx que chez l'Aglietta de *Régulation et crises du capitalisme*, cette substance ne peut être que sociale[17]. Pour tous les deux, Marx et Aglietta, la clé de l'énigme repose sur la « validation sociale ». L'enjeu est donc de savoir si l'on peut se satisfaire d'une vision néo-institutionnaliste ramenant la valeur économique des marchandises à un pur mimétisme ou provenant de prophéties autoréalisatrices en substitution des rapports de production, en transposant aux marchandises, fruit du travail, ce qui se déroule sur les marchés financiers. À mon sens, ce n'était pas ce que pensait Aglietta, en tout cas pas celui de *Régulation et crises du capitalisme*. Et, plusieurs décennies plus tard, il écrivit que la crise du fordisme était due au fait que son « mode de régulation a été atteint sur ses deux piliers, la relation de travail et la monnaie »[18] Et c'est entre autres cela qu'on lui doit, c'est en cela qu'il fut un grand théoricien, tout en nuances.

De la critique de la finance à l'illusion

À partir des questions théoriques fondamentales, la théorie de la Régulation se fixait pour objectif de montrer la correspondance entre certains régimes d'accumulation et certains modes de régulation du capitalisme. Et ce n'est pas un hasard si le travail d'Aglietta débuta lors de la crise qu'on a appelée fordiste au tournant des années 1970. De cette expérience historique, Aglietta tira la conviction qu'il fallait toujours chercher à discerner les germes de nouveaux régimes. Ainsi, lorsque la financiarisation du capitalisme mondial s'accéléra dans les décennies 1980 et 1990, il en rendit compte par l'idée de capitalisme patrimonial.

L'imbrication des capitaux et des marchés financiers, les soubresauts récurrents de ces derniers, les crises périodiques rendaient-ils inéluctables la complexification des analyses ? D'un côté, Aglietta voyait bien les dérives du capitalisme financier ; de l'autre il semblait en espérer à long terme un meilleur état pour le monde entier à condition d'une meilleure régulation :

« La population à forte épargne des pays développés et vieillissants subirait une baisse de la rentabilité de sa richesse financière si elle devait investir exclusivement dans des droits de propriété sur le capital productif interne. Cependant, l'intégration mondiale des marchés de capitaux lui permet d'investir dans les droits de propriété sur le capital productif des zones où la population active est en forte croissance. Tout le monde bénéficie de ces transferts d'épargne. L'intégration financière égalise les rendements du capital dans le monde (sous l'effet de ces transferts), à des niveaux intermédiaires entre ceux, élevés, des pays en développement dans le cas d'autarcie financière et ceux, faibles, des pays développés dans le même contexte. Les épargnants des zones riches seront donc mieux rémunérés qu'ils ne le seraient en autarcie. Les pays en développement pourront, quant à eux, satisfaire leurs forts besoins en capital à moindre coût ; surtout, le salaire réel dans ces zones augmentera plus vite grâce à l'accumulation de capital financée par les importations de capitaux. A terme, lorsque ces pays seront à leur tour devenus des zones à forte épargne, ils pourront rembourser leur dette extérieure et financer les pays qui vont massivement désépargner lorsque leur nombreux "baby boomers" seront retraités. A priori mutuellement avantageux, ces transferts de capital peuvent cependant aboutir à des situations financières peu soutenables. C'est ce que les simulations réalisées avec le modèle INGENUE mettent en évidence dans le cas de l'Europe. »[\[19\]](#)

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette croyance en la vertu de l'épargne capitalisée pour faire payer les retraites des pays riches par les travailleurs des pays pauvres rompt avec une critique du capitalisme. De même, les avantages des transferts de capitaux à la recherche de la rentabilité maximale pour assurer le développement des pays pauvres sont loin d'être confirmés le plus souvent. La valeur pour l'actionnaire ou pour le rentier n'a pas pour objectif la satisfaction du travailleur[\[20\]](#).

Est-ce-à-dire que le programme de recherche de l'École de la Régulation touchait ses limites dès l'instant où le capitalisme financier faisait passer sous ses fourches caudines toute la vie en société, c'est-à-dire transformait tout en marchandises, et qu'il suffirait d'en repenser la régulation ? La thèse des limites de l'École de la Régulation était soutenue par Michel Husson, très critique envers elle[\[21\]](#). Mais ce dernier soulignait toutefois qu'Aglietta avait lui aussi des doutes quant à la possibilité pour le capitalisme de mettre en place un nouveau régime, à moins de trouver des nouveaux débouchés de consommation.

La croissance verte est-elle viable ?

C'est là, le dernier sujet de préoccupation d'Aglietta à la fin de sa vie : le capitalisme est confronté aujourd'hui à une crise inédite d'ordre écologique. Dans ses derniers livres[\[22\]](#), il explore cette dimension et les nouvelles contraintes que la société doit prendre en compte pour garantir un avenir viable. Profondément convaincu de la nécessité d'intégrer cette dimension à la compréhension du capitalisme au XXI^e siècle, Aglietta a cherché dans ce but une nouvelle conceptualisation, surtout après la crise de 2007-2008, alors qu'il en ignorait la nécessité dans la phase de financiarisation aiguë des années 1990[\[23\]](#). Au moins trois éléments sont à remarquer.

Aglietta a repris avec Étienne Espagne le concept de capitalocène, forgé notamment par Andreas Malm et Armel Campagne[24], mais en lui modifiant le sens : le capitalocène se scinderait pour Aglietta et Espagne en quatre phases correspondant aux différents régimes d'accumulation du capitalisme et nous serions en train de sortir de la quatrième. Or, hélas, le changement du climat est à l'œuvre sans doute pour des siècles, compte tenu de la trajectoire de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre et de leur durée de vie dans l'atmosphère. En cohérence avec sa conception de la finance, Aglietta affirme à juste titre « l'impossibilité de définir l'existence collective d'un groupe humain sur la base des préférences individuelles nécessaires pour établir l'équilibre général des marchés. *La société civile ne peut exister dans une économie pure de marchés parfaits.* »[25] C'est quasiment du Polanyi dans le texte[26].

Aglietta et Espagne utilisent le concept de viabilité d'un système qu'ils distinguent de celui de soutenabilité forte, mais les critères qu'ils avancent pour définir la viabilité sont exactement ceux de la soutenabilité forte, à savoir essentiellement la non-substituabilité parfaite des artefacts manufacturés aux ressources naturelles. Et ils reprennent sans la référencer la notion de coévolution des systèmes sociaux et écologiques de René Passet[27]. Pas de référence non plus quand Aglietta indique que : « Une croissance qui relie les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement requiert une conception plus large de la valeur que celle de la valeur marchande »[28].

Les questions théoriques ne sont pas les seules qui peuvent être posées. Qu'en est-il des perspectives stratégiques ? Aglietta fait sienne la problématique des biens communs et c'est l'un des points forts qu'on peut retenir de ses contributions récentes. Ainsi, la biodiversité relève-t-elle de cette problématique parce qu'elle est « rétive à la manière dont les modèles économiques standard traitent le capital naturel. Elle paraît étrangère à la conceptualisation économique. Mais est-elle inapte à toute valorisation ? C'est une question essentielle pour définir les moyens d'action pertinents. Si l'on affirme une valeur intrinsèque de la nature, il faut la rapporter aux liens sociaux qu'elle noue. »[29]

Autant Aglietta a raison d'appeler à « énoncer combien la société est prête à dépenser pour conserver les biens publics »[30], mais cela n'est justement pas une valeur intrinsèque puisqu'il s'agit d'une convention collective humaine. De plus, Aglietta complète avec raison en disant que « la valorisation économique elle-même demeure liée à l'activité requise pour satisfaire ce droit [préservé la biodiversité] »[31].

Le mérite d'Aglietta est de reconnaître que le mode de régulation à venir est une « question intrigante » car, dit-il, « le mode de régulation du capitalisme que nous cherchons à définir appartient-il au capitalisme ? »[32] Mais la définition de la « richesse inclusive » proposée par l'UNEP (Programme des Nations unies pour l'environnement) à laquelle il se réfère relève typiquement de la conception néoclassique de l'environnement qui postule la commensurabilité des différentes sortes de capitaux et de la variation dans le temps de ces derniers[33]. À nouveau à juste titre, Aglietta intègre le concept de biens premiers de Rawls, mais ceux-ci ne peuvent être intégrés dans la comptabilité d'entreprise qu'en supposant qu'ils puissent être réduits à une quantité de monnaie.

Il se pourrait, et ce sera notre conclusion ici, qu'il n'y a pas d'apories dans la construction théorique que cherche à élaborer Aglietta. Il y a sans doute le tâtonnement inhérent à une recherche sur un terrain relativement nouveau, même s'il est ouvert depuis de nombreuses décennies. Au point que son engagement en faveur d'une « croissance inclusive » s'apparente

à la « croissance verte ». S'il y a contradiction, elle réside dans le capitalisme lui-même qui ne pourrait être « inclusif » qu'en reniant sa propre logique de profit et d'accumulation infinie. Sans aucun doute, Michel Aglietta aura contribué de façon majeure à montrer que ce système ne peut pas se perpétuer sans trouver une régulation sociale en cohérence avec son régime d'accumulation. Mais cette quête perpétuelle de la « bonne régulation » ne se heurte-elle pas aujourd'hui aux limites de l'acceptation sociale et aux limites planétaires ? La meilleure finance du monde, la mieux régulée possible, ne pourra jamais rien contre l'entropie qui frappe inexorablement l'utilisation de matières.

[1] M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, Nouvelle édition revue et corrigée, et postface, Odile Jacob, 1997.

[2] *Ibid*, 1997, Avant-propos à la deuxième édition, p. 12.

[3] Il exista plusieurs Écoles de la Régulation. Celle dont il est question ici est dite de Paris. Une autre École dite de Grenoble a vu aussi le jour à la même époque autour de Gérard Destanne de Bernis, mais n'a pas eu le même retentissement.

[4] M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, *op. cit.*, 1997, p. 55.

[5] *Ibid*, 1997, p. 56-57.

[6] *Ibid*, 1997, p. 59.

[7] *Ibid*, 1997, p. 60.

[8] M. Aglietta, « La monnaie est un rapport social », Entretien réalisé par J.-M. Harribey et D. Plihon, *Les Possibles*, n° 6, Printemps 2015, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/dossier-monnaie-et-finance/article/la-monnaie-est-un-rapport-social>.

[9] *Ibid*.

[10] M. Aglietta, A. Orléan, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982.

Aglietta, A. Orléan, (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998.

Aglietta, A. Orléan, *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 2002.

[11] M. Aglietta, « Le fondement monétaire de la prépondérance de la finance sur l'économie réelle », dans M. Aglietta (sous la dir.de), *Capitalisme, Le temps des ruptures*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 61.

[12] Dans *Capitalisme, Le temps des ruptures*, Marx a disparu de la bibliographie générale.

[13] M. Aglietta, « La monnaie est un rapport social », *op. cit.*

[14] Voir L. Baronian, *Money and Capital, A critique of Monetary Thought, the Dollar and Post-Capitalism*, Oxon, New York, Routledge Frontiers of Political Economy, 2023 ; recension dans J.-M. Harribey, « L'argent et le capital selon Laurent Baronian », *Contretemps*, 6 octobre 2023, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/livre-baronian.pdf>.

[15] M. Aglietta, *Le Point*, Hors-série « Grandes biographies, Marx », n° 3, 2009. Le « laboratoire secret de la production » est une formule de Marx, *Le Capital*, Livre I, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 725.

[16] M. Aglietta, « Le fondement monétaire de la prépondérance de la finance sur l'économie réelle », dans M. Aglietta (sous la dir. de), *Capitalisme, Le temps des ruptures*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 65.

[17] Je ne reviens pas ici sur les différents épisodes de mes discussions avec A. Orléan, ou F. Lordon : « La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol », *Revue de la Régulation*, n° 10, 2^e semestre 2011, <https://journals.openedition.org/regulation/9483> ; « Du travail à la monnaie, Essai de perspective sociale de la valeur, Examen critique la vision auto-référentielle de la valeur et de la monnaie », *Économie et institutions*, n° 26, 2017, <https://journals.openedition.org/ei/5906> ; « Le communisme en marche, Sur le dialogue entre Bernard Friot et Frédéric Lordon », *Contretemps*, 19 janvier 2022, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/dialogue-friot-lordon.pdf> ; voir aussi *Enquête de valeur(s)*, Vulaines-sur-Seine, 2024, chapitre 3.

[18] M. Aglietta, « Le fondement monétaire de la prépondérance de la finance sur l'économie réelle », *op. cit.* p. 89.

[19] M. Aglietta, « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », Lettre du CEPPII, n° 200, avril 2001, <https://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/lettre/abstract.asp?NoDoc=628>. Voir aussi de M. Aglietta, « Le capitalisme de demain », Note de la Fondation Saint-Simon », novembre 1998. Le modèle INGENUE est un modèle néoclassique à générations imbriquées (un seul agent représentatif jeune un seul agent vieux, qui font des anticipations parfaites), en concurrence parfaite, pas de rendements croissants ni d'externalités.

[20] J.-M. Harribey, « La capitalisation : une captation de la rente mondiale pendant que les travailleurs... travaillent », 1^{er} mars 2025, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2025/03/01/la-capitalisation-une-captation-de-la-rente-mondiale-pendant-que-les-travailleurs-travaillent>.

[21] M. Husson, « L'école de la régulation après la crise », in *École de la régulation et critique de la raison économique, Futur antérieur*, numéro spécial, L'Harmattan, septembre 1994, <http://hussonet.free.fr/regula.pdf>

[22] M. Aglietta (sous la dir. de), *Capitalisme, Le temps des ruptures*, *op. cit.* M. Aglietta et É. Espagne, *Pour une écologie politique, Au-delà du Capitalocène*, Paris, Odile Jacob, 2024. Recension de ce dernier livre dans JM.-M. Harribey, « L'écologie politique et le capitalocène selon Michel Aglietta et Étienne Espagne », 21 avril 2024, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2024/04/21/l-ecologie-politique-et-le-capitalocene-selon-michel-aglietta-et-etienne-espagne>.

[23] Aujourd'hui il faut se féliciter que les principaux courants économiques hétérodoxes, qu'ils soient keynésiens, post-keynésiens, institutionnalistes, régulationnistes ou marxistes, soient devenus conscients de l'enjeu écologique qui se couple avec l'enjeu social. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont mis du temps. Le plus surprenant est que tous semblent découvrir des choses connues en ignorant la lente accumulation de théories et de données avant eux, voire en feignant de les inventer pour les unes et de les mettre au jour pour les autres : ainsi de la soutenabilité, de la vacuité du concept de valeur intrinsèque, de critique de l'économie néoclassique de l'environnement, de co-évolution société-nature, etc.

[24] A. Malm, *L'anthropocène contre l'histoire, Le réchauffement climatique à l'heure du capital*, Paris, La Fabrique, 2017 ; A. Campagne, *Le capitalocène, Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Éd. Divergences, 2017.

[25] M. Aglietta, « Pour une croissance inclusive et soutenable », dans M. Aglietta (sous la dir. de), *Capitalisme, Le temps des ruptures*, p. 470.

[26] K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1984, p. 107-109. Polanyi, ni Marx, Passet ou Georgescu-Roegen, ne figurent dans la bibliographie générale de *Capitalisme, Le temps des ruptures*.

[27] R. Passet, *L'économie et le vivant*, Paris, Payot, 1979, 2^e éd. Economica, 1996.

[28] M. Aglietta, « Pour une croissance inclusive et soutenable », 2019, *op. cit.*, p. 487, aussi p. 466. Là, on dirait le « Vingt ans après » d'Alexandre Dumas, car, en 1999, un postulant tentait en vain de lui exposer cela.

[29] M. Aglietta, « Pour une croissance inclusive et soutenable », *op. cit.*, p. 501.

[30] *Ibid.*, p. 502.

[31] *Ibid.*, p. 502.

[32] *Ibid.*, p. 542.

[33] Pour une réfutation de cette approche, J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-riche-entier.pdf>, notamment chapitres 5 et 8. À ma connaissance, il n'y a pas de différence notable entre l'approche de l'UNEP que retient Aglietta pour la richesse dite inclusive et celle de la Banque mondiale qu'il critique (p. 499 de « Pour une croissance inclusive et soutenable »).